

ADMINISTRATION

48, rue de la République

ADRESSER LES MANDATS ET COMMUNICATIONS
A L'ADMINISTRATEUR

ANNONCES

A LYON : AGENCE FOURNIER
Rue Confort, 14A PARIS : AGENCE HAVAS
Place de la Bourse, 3

L'ECHO DE LYON

JOURNAL RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT

RÉDACTION

4, rue Paradis, 4

MANUSCRITS NON INSÉRÉS
NE SONT PAS RENDUS

ABONNEMENTS

RHOË ET DÉPARTEMENTS LIMITROPHES
3 mois, 5 fr.; 6 mois, 10 fr.; Un an, 18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS
3 mois, 6 fr.; 6 mois, 12 fr.; Un an, 22 fr.

Nous prions nos abonnés dont l'abonnement expire le 31 courant, de vouloir bien le renouveler d'urgence pour éviter un retard dans l'envoi de leur journal.

AUJOURD'HUI :

LE CRIME DU BOULEVARD DU TEMPLE
L'Enquête à Lyon.

L'INCIDENT FRANCO-BULGARE.

CHRONIQUE LYONNAISE. — Le cou-
teau.LA SEMAINE INDUSTRIELLE ET COM-
MERCIALE.

CHOSSES DU DEHORS

On est enfin fixé sur les traités de commerce que les puissances constituant la triple alliance rêvaient de signer entre elles depuis que la France est entrée dans la voie de la protection à outrance. Le texte de ces traités a été porté, le 7 du mois courant, à la connaissance des Parlements de Berlin, de Vienne et de Rome. Leurs auteurs comptent les étendre, en outre, à d'autres pays, comme la Belgique, la Suisse, la Roumanie, la Serbie, les Pays-Bas et la Bulgarie.

Je n'aurai garde d'entrer dans le détail, qui serait fastidieux. Ce que je veux dégager uniquement, c'est la portée politique de cet acte considérable. Le but qu'on se propose à Berlin est évidemment d'isoler la France et la Russie en Europe, les Etats-Unis en Amérique. C'est cette conception fondamentale et générale qui a inspiré les négociations et qui les a fait aboutir à leur résultat.

Il y a là un avertissement sérieux, et dont le Parlement français devrait se préoccuper plus qu'il ne le fait. La France ne peut pas plus vivre et prospérer dans l'isolement économique qu'elle ne peut grandir et se reconstituer dans l'isolement diplomatique. Si elle a contre elle, dans notre vieux monde, toutes les nations, à l'exception d'une seule, elle se trouvera dans les conditions les plus rudes pour vaincre les difficultés sans nombre qui l'assaillent; c'est là une vérité de sens commun.

Je sais bien que, l'autre jour, au Sénat, M. Jules Ferry disait, dans la discussion des tarifs de douanes : « Soyons forts au point de vue politique, et nous serons respectés; soyons riches au point de vue économique, et nous serons puissants. »

C'est fort bien, mais ce serait une singulière façon de se rendre fort au point de vue politique que de s'aliéner toutes les amitiés et toutes les sympathies du dehors; et c'est, de même, une singulière façon de s'enrichir, au point de vue économique, que de provoquer des représailles qui ferment les débouchés aux produits qu'on doit exporter.

Avec la protection, nous aurons des chances de bien vendre chez nous ce qui est nécessaire à notre consommation. Ce sera au prix d'une augmentation de la vie, voilà tout, et, pour certains, je remarque avec surprise que peu importe. Mais pour ce que nous ne consommons pas nous-mêmes, pour ce que nous produisons en vue de la consommation des autres, pour tout notre commerce et toute notre industrie d'exportation, qu'advient-il si les marchés nous sont fermés ? C'est l'aventure que nous sommes en train de courir, et le traité austro-italo-

allemand éclaira d'un jour perçant la faute que la majorité parlementaire nous fait commettre.

En Italie, les discussions provoquées par les déclarations du premier ministre austro-hongrois sur le pouvoir temporel du pape se sont terminées comme tout le monde pouvait le prévoir. M. di Rudini a dit textuellement — et c'est en quoi tout le débat se résume — : « Qu'importent les paroles, puisque nous sommes assurés que, si l'indépendance de l'Italie était menacée, les troupes de l'empire austro-hongrois seraient à côté de nous pour la défendre ? »

Voilà, en effet, la vérité, et le seul lien de l'alliance austro-italienne. L'entente entre le gouvernement de Rome et celui de Vienne régit en Italie comme en Autriche. Ce n'est pas possible autrement. Les anciens possesseurs de la Lombardie, chassés par les troupes de Victor-Emmanuel et de Napoléon III, ne peuvent pas aimer ceux qui les ont dépouillés de leur domination. Et les nouveaux et légitimes possesseurs de la Lombardie ne peuvent pas davantage aimer ceux qui les ont dominés si longtemps.

Mais l'intérêt est là, qui fait taire les rancunes et les hostilités latentes. L'Italie s'étant détachée de la France et ayant cherché un point d'appui à Berlin, a dû du même coup se jeter dans les bras de sa vieille ennemie, l'Autriche. C'est un mariage de raison qu'elle a fait sur le tard et qui durera le temps qu'exigeront des nécessités périssables.

En attendant qu'on pardonne tout, à Rome, au nouvel allié, même ses penchants pour le rétablissement d'un pouvoir qui serait la ruine de l'Italie. Ah ! si l'on avait dit à Paris le quart de ce que le ministre de Franco-Joseph a dit à Vienne, quelle tempête au Quirinal et à Monte-Citorio ! Ah ! mes amis, quelle tempête !

Si l'on en croit des renseignements très positifs, la situation intérieure de l'empire allemand n'aurait rien de drôle. La volte à laquelle se livre Guillaume II commencerait à inquiéter beaucoup de monde autour de lui. L'opposition secrète de M. de Bismarck, qu'on est menacé de voir éclater avant peu au grand jour, gagnerait du terrain jusque dans l'entourage du jeune souverain.

Un des symptômes de cet état d'esprit se trouve dans le langage que tiennent certains journaux et revues rédigés par des hommes que le petit-fils de Guillaume II commencerait à inquiéter beaucoup de monde autour de lui. L'opposition secrète de M. de Bismarck, qu'on est menacé de voir éclater avant peu au grand jour, gagnerait du terrain jusque dans l'entourage du jeune souverain.

Il paraîtrait que le général Waldersée, naguère le favori de l'empereur, aurait franchement dit sa manière de voir au prince avant d'aller prendre possession de son corps d'armée. M. de Caprivi, lui-même aurait essayé de faire comprendre à son maître que l'opinion publique est dévouée et fait un revirement redoutable. Enfin, l'armée serait mécontente, non plus contre l'empereur mais contre le chancelier. Et les financiers, mécontents d'eux-mêmes parce qu'ils font banqueroute, seraient mécontents de tout le monde, parce que c'est ordinairement ce qui arrive quand on s'est mis soi-même dans un mauvais cas.

Il n'y a rien d'étonnant à tout cela. Guillaume II s'est lancé dans l'inconnu avec une hardiesse sans précédent et une désinvolture sans égale. On dit, à ce propos,

que M. Jules Simon, qui représentait la France à la Conférence ouvrière de Berlin, aurait posé à l'empereur allemand une question qui donne à penser, qui est, comme on dit dans la langue nouvelle, étonnamment suggestive : « Sire, lui aurait-il demandé, avez-vous bien réfléchi à l'exemple de Louis XVI ? » Je livre la propos pour ce qu'il vaut, en faisant remarquer que les réformes, naguère promises par Louis XVI, étaient moins périlleuses pour sa couronne que ne le sont, pour sa propre dynastie, celles que promet le représentant des Hohenzollern.

S. PICHON.

LA POLITIQUE

La grande pièce est maintenant jouée. Il n'y aura plus jusqu'au premier janvier, — jusqu'à la trêve des confesseurs, — que des saynètes parlementaires sans importance. On va, d'après, finir de voter le budget et on se hâtera de partir en vacances; voilà du coup les réactionnaires calmés, les martyrs apaisés et les ministres consolidés; — comme dit l'autre, ça durera bien toujours jusqu'à la fin de l'année.

En attendant, la machine à voter marche en grande vitesse. Hier, on a expédié du budget et du budget. Il s'agissait tout particulièrement de ces fameux frais de justice dont on a tant parlé — avant — et dont on s'est si peu occupé — pendant.

D'ailleurs, comment supposer qu'il y aurait, même à ce sujet, un semblant de discussion sérieuse ? M. de Baudry-d'Asson (c'est sa spécialité) faisait remarquer avec beaucoup de raison qu'il était quelque peu sans gêne (moi, j'aurais dit scandaleux) de discuter le budget devant trente députés en séance, — et, en effet, à ce moment on ne ne comptait pas un député de plus à son banc. Nous avions, par conséquent, pendant cette discussion plus de cinq cents législateurs à la buvette, à leurs affaires, en train d'acheter leurs étrennes, peut-être déjà en vacances ! — et trente consciencieux pour voter à leur place.

C'est ce fidèle débris, que je ne puis comparer qu'à l'immortelle vieille garde, qui a eu l'honneur d'écouter quelque procédure de profession rompre des lances courtoises avec le directeur de l'enregistrement et recommencer avec lui l'éternel dialogue : Passe-moi la casse, je te passerai le séné !

Ces messieurs disaient : Dégrez un peu dans ce coin-là.

— Je veux bien, répondait le directeur, mais pour que l'Etat n'y perde pas, ajoutez un brin dans ce coin-ci.

Et comme, finalement, il faut que ni l'Etat, ni les huissiers, ni les greffiers, ni les avoués, ni les notaires n'y perdent rien du tout — la fameuse réforme des frais de justice s'en est allée à son tour ovant la feuille de rose et la feuille de laurier.

Le principal, c'était de voter vite afin que le budget eût le temps d'être soumis au Sénat avant le premier janvier. A cette besogne législative, les trente fidèles n'ont pas manqué. Ils ont abattu beaucoup de besogne — et nous devons être bien heureux d'avoir de si bons et si actifs députés.

Je sais bien qu'il y a en France des milliers de pauvres diables qui ruinent les droits d'enregistrement et les frais de justice, et qui attendaient peut-être quelque chose de mieux de ce débat législatif. Ils se consolent en pensant que le budget est bouclé en principe et que tout sera terminé le premier janvier.

Ils se consolent aussi en pensant que s'il y avait trente députés pour dormir pendant ce semblant de discussion, il en est arrivé, comme par enchantement, cinq cents — au vote — pour déclarer que tout était pour le mieux dans le meilleur des Parlements.

Saprelotte ! si le remplacement militaire, est aboli, on ne peut pas en dire autant du remplacement parlementaire ! — Ce qu'il fonctionne, celui-là !

JEAN-CLAUDE.

DÉPÊCHES

PAR SERVICE SPÉCIAL

LE CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 15 décembre.
Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Carnot.

LA MANUFACTURE DE SÈVRES

M. Bourgeois, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, a fait signer un décret réglant l'organisation de la manufacture nationale de Sèvres.

Ce décret a été pris sur l'avis du conseil supérieur des beaux-arts; il détermine les attributions respectives des trois grandes sections entre lesquelles sont désormais réunies les divers services : administration, direction des travaux d'art et direction des travaux techniques. Il établit l'indépendance artistique de la direction des travaux d'art, et transforme entièrement l'école de Sèvres, à laquelle est donné un plus grand développement.

NOMINATIONS DANS LA MARINE

M. Barbey, ministre de la marine, a soumis ensuite, à la signature de M. Carnot, le mouvement suivant.

Sont nommés :
Commandant en chef, préfet maritime de Brest, le vice-amiral La Jaille, en remplacement du vice-amiral Zédé;

Commandant en chef de l'escadre du Nord, en remplacement de l'amiral Gervais, le vice-amiral Devarennes;

Commandant d'une escadre de réserve dans la Méditerranée, le vice-amiral Vignes;

Commandant en sous-ordre dans l'escadre du Nord, le contre-amiral Barrera;

Commandant d'une division de réserve dans l'escadre du Nord, le contre-amiral Regnault de Premenil;

Commandant en chef d'une division légère de l'Océan Pacifique, le contre-amiral d'Abel de Libran.

Par un autre décret, l'amiral Gervais est nommé chef d'état-major général au ministère de la marine, en remplacement du vice-amiral Vignes.

INFORMATIONS POLITIQUES

L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX

Paris, 15 décembre.
L'archevêque de Bordeaux a été reçu, hier, dans la soirée, par le ministre de la justice et des cultes.

L'entretien a duré environ trois quarts d'heure. Il a eu un caractère conciliant. Rappelons que l'archevêque de Bordeaux a un frère, M. Lecot, député en 1881.

LES AFFAIRES DE CHINE

Une nouvelle diplomatique qui peut avoir de grosses conséquences pour les affaires de Chine.

Nous apprenons que le ministre de France à Pékin a été reçu, hier, en audience solennelle par S. M. l'empereur de Chine, dans l'intérieur du palais impérial.

Personne n'ignore que, jusqu'à ce jour, cette marque de confiance et d'estime n'avait été accordée à aucun diplomate étranger.

On se rappelle que, récemment encore, le ministre d'Autriche-Hongrie, pour présenter ses lettres de créance à l'empereur, a été reçu dans le pavillon affecté aux réceptions des ambassadeurs des pays tributaires de la Chine.

Est-ce le signal de la fin des hostilités du gouvernement chinois ?

LA FORTUNE DE M. GRÉVY

D'un document qui a été soumis au *Probats Court* (section des testaments), il résulte que la fortune de M. Jules Grévy, en Angleterre se monte à 172,406 livres 6 sch. 11 d., autrement dit à 4,302,650 francs.

PROCÈS DE PRESSE

La cour d'assises de la Seine vient, sur le réquisitoire de M. l'avocat général Cruppi, de condamner le gérant de la *Lutte*, M. Tournadre, à quatre mois de prison et 1 fr.

de dommages-intérêts, réclamé par la partie civile, pour diffamation envers M. Wighoff, maire du XVIII^e arrondissement.

Le gérant de l'*Égalité*, M. Odin, également poursuivi pour avoir reproduit une partie des articles de la *Lutte*, a été condamné à deux mois de prison et 5,000 fr. de dommages-intérêts, solidement avec M. Jules Roques, directeur-proprétaire du journal.

SUICIDE D'UN DÉPUTÉ

M. Bartoli, ancien député de la Corse, qui était atteint depuis cinq mois d'une maladie qui lui faisait éprouver des souffrances atroces, vient de se suicider.

L'INCIDENT FRANCO-BULGARE

Paris, 15 décembre.
L'agence officielle bulgare nous envoie d'office la dépêche suivante que nous publions sous toutes réserves.

Sofia, 15 décembre.

A la suite de l'expulsion du correspondant de l'agence *Havas*, un échange de notes a eu lieu entre l'agence diplomatique de France et le gouvernement bulgare. L'agence de France proteste contre cette expulsion qui constituerait une violation flagrante et préméditée des traités et demande que la mesure soit rapportée et que le gouvernement bulgare s'engage par écrit à ne pas inquiéter le dit correspondant dans l'éventualité de sa rentrée en Bulgarie.

La note se termine en demandant une réponse dans les vingt-quatre heures.
Dans sa réponse, le gouvernement bulgare relève ses griefs contre M. Chadourne, qu'il accuse d'avoir répandu en Europe des nouvelles hostiles à la Bulgarie.

A deux reprises, dit la note, le gouvernement bulgare s'est plaint auprès de l'agence de France, des procédés du correspondant et son expulsion avait été déjà décidée il y a quelque temps. On avait relé l'exécution de cette mesure, dans l'espoir que les dépêches de M. Chadourne ne contiendraient plus des nouvelles que la note traite de mensongères et de nature à jeter le discrédit sur la Bulgarie.

L'expulsion eut lieu quand on vit que le séjour de M. Chadourne constituait un danger pour la tranquillité du pays.

D'ailleurs, ajoute la note, la mesure prise par le gouvernement bulgare ne constitue pas à son avis une violation des traités, par le motif que les traités sont absolument muets en ce qui concerne le traitement réservé aux étrangers qui se mélangent des affaires politiques intérieures et susciteraient par leurs actes ou écrits des difficultés au gouvernement dans une question intéressant l'ordre public.

En réclamant le respect des institutions du pays, le gouvernement bulgare croit avoir le droit de suivre les principes qui guident tous les Etats.

En terminant, la note bulgare regrette de ne pouvoir pas rapporter la mesure prise et exprime l'espoir que le gouvernement français, dans ses sentiments de justice et d'équité, tiendra compte des motifs supérieurs qui ont dicté la conduite du gouvernement bulgare dans cette circonstance et n'attribuera pas à ce fait un caractère tel qu'il puisse affecter les bonnes relations entre la France et la Bulgarie.

Dès la réception de la réponse du gouvernement bulgare, M. Lanet s'est rendu au ministère des affaires étrangères et a déclaré verbalement à M. Grecoff qu'il avait l'ordre d'interrompre toute relation avec le gouvernement bulgare.

NOUVELLES MILITAIRES

Paris, 15 décembre.

Le tir au fusil Lebel. — Le ministre de la guerre a prescrit d'augmenter la proportion des cartouches qui seront tirées en 1896 avec le fusil à petit calibre.

M. de Freycinet recommande aux commandants de corps d'armée de s'assurer que dans les exercices de tir les troupes consomment les cartouches les plus anciennes ou que l'inspection de l'armement a reconnues d'une conservation défectueuse pour être maintenues dans les approvisionnements de mobilisation.

Pour les tirs d'instruction, les corps de cavalerie ne prélèveront pas leurs cartouches de tir sur les munitions de guerre renfermées dans les chargements rapides.

Dans les troupes à cheval, on distribuera des cartouches de tir en paquets libres.

— Allons, adieu maman, je me trotte ! — Va te faire ramasser par les urbains, vaurien.

Et c'est ainsi que se terminèrent les aventures du jeune Marius et de M. Aristide, — car, jamais plus, ces deux personnages ne devaient se rencontrer.

Mulot, une fois loin de la loge, n'avait pas perdu son temps. Il connaissait maintenant le nom, l'adresse de cet Angelo de Sora sur lequel son flair de vieux policier l'hyppnotisait depuis qu'il avait entre les mains ce singulier petit billet qui contenait une si étrange demande d'argent.

Il avait couru quai de la Guillotière et là on lui confirmait ce qu'il avait deviné pendant l'interrogatoire du petit grevin. Angelo de Sora avait démenagé. Il avait quitté son appartement tout à coup, en payant une assez grosse somme pour le bail à courir. — Il avait, lui aussi, fait affaire avec un tapissier — et il avait également donné son adresse poste restante à Paris.

Et Mulot, regagnant sans se presser la rue Mercière, où il allait faire connaissance avec M. et M^{lle} Martel-Chauvey, récapitulait ainsi la situation.

Pour le premier jour, je n'ai pas trop mal opéré. J'ai trouvé du premier coup l'amant de l'Anglaise, un amant ignoré, même de la valetaille, qui est toujours la première à découvrir ces secrets là. Cet amant a de gros besoins d'argent, gros et immédiats. Avec ça, il mène la grande vie, il est beau garçon, et ils ont filé ensemble quelques jours après le krach, c'est-à-dire peu de temps après le vol du banquier.

Chronique Lyonnaise

LE COUTEAU

« C'est ça qui est flatteur pour la commune », disait je ne sais plus quel garde champêtre en constatant qu'on y comptait une demi-douzaine de galériens ou de guilloinés — tous criminels de marque.

C'est ça qui est flatteur pour Lyon d'être mêlé à toutes les grandes attractions de cour d'assises : voyez l'assassinat de Gouffé. La malle, la fameuse malle qui a tant exercé la sagacité traditionnelle de M. Ferrand, expert : elle s'est proménée dans notre ville avec son huissier dedans ; elle a couché à Perrache, elle a été trimballée dans une voiture du crû, — elle est allée s'échouer à Millery... C'est ici que Gabrielle Bonpart a tant flirté avec ces messieurs du parquet ; c'est ici que le docteur Lacassagne a prononcé ce mot célèbre : « Messieurs, Gouffé est retrouvé », — et dame, quand il le disait, il était en face d'un amas de putréfaction qui ressemblait à tout autre chose qu'à un trop galant officier ministériel.

Et bien — oh ! quelle anbaïne pour nos jeunes et vieux reporters, — voilà que le petit jeu de la malle et du hasard recommence avec un couteau : le couteau qui a tué la baronne Dellard.

Vous n'auriez jamais cru que l'assassin de cette infortunée parisienne serait allé acheter son arme au Grand-Bazar ?

On sait bien que ce magasin est admirablement fourni et qu'on y trouve tous les genres de coutellerie spéciaux à Langres, à Châtellerauld et même à Sheffield et à Birmingham. Je n'aurais jamais cru, cependant, que sa réputation, qui est grande, allait jusqu'à le désigner comme le bon coin où on trouve l'excellent couteau à couper la tête. — Tous mes compliments pour le superbe établissement qui centralise, non plus trente sortes de commerces, mais trente-une, à présent que Paris vient s'y approvisionner pour le service de ses assassins à sensation.

Vous avez pu voir, d'ailleurs, que les praticiens du coup de couteau ne sacrifient pas à un vain luxe. Le couteau professionnel coûte trente neuf sous, il est peintu, tranchant, flexible, il a trente trois centimètres de long; on peut l'essayer sur un rayon *ad hoc* placé bien à portée de la main — tout comme si au lieu de piquer dans cette planche de chêne, il s'agissait de l'enfoncer dans un cou bien charnu; — et, de même que le meilleur chocolat est le chocolat Menier, que le plus exquis cacao est le cacao Van Houten et que c'est Géraudel, avec ses pastilles, qui préserve le mieux de l'infirmité, — de même c'est désormais la marque Trouillot-Landon de Thiers — un F. N. surmonté d'une couronne — qui va devenir le dernier cri de la mode chez messieurs les chouri-neurs.

Le Trouillot-Landon est, d'ailleurs, assez portatif et assez discret pour se loger dans une serviette d'avocat. L'inconnu... celui qu'on trouvera peut-être... avait déjà sa serviette quand l'employé du Grand-Bazar lui a vendu son couteau de trente-neuf sous. Ce fut même un sujet d'étonnement pour ce collaborateur du sympathique M. Barthe, de voir à quoi servaient maintenant ces vastes portefeuilles réservés jusqu'à présent, aux hommes de loi, aux poètes lyriques qui essayent de vivre de leur état, aux caissiers et aux ministres. Celui-là avait transformé sa serviette en filet à provisions; il y avait de tout dans ces deux poches de cuir. Au surplus, un couteau, un Trouillot-Landon de plus ou de moins dans une serviette ou on apercevait déjà un amoncellement des objets les plus hétéroclites, ne pouvait pas

Feuilleton de l'ECHO DE LYON du
16 Décembre (31)

LA VIE LYONNAISE

LE KRACH

Roman inédit (1)

XXXII

Il avait maintenant tout ce qu'il désirait, le digne monsieur Aristide. Il ne s'agissait plus que de se débarrasser du jeune Marius et de son intéressante mère.

Pour le vieux policier, c'était un jeu d'enfant.

— Eh bien, mon garçon, fit-il en reprenant son air paternel et souriant, eh bien, ça va convenir-il d'entrer au service de madame la comtesse de Linsbourg ?

— Je pense bien que ça lui convient à ce pauvre chéri, se hâta de déclarer la portière, qui redoutait déjà de voir son rejeton tordre le nez devant cette aubaine inespérée et, par conséquent, lui rester sur les bras. — Je pense bien que ça fera son affaire... Ah ! il est bien content le pauvre petit !

« Chéri » n'y mettait peut-être pas autant d'enthousiasme, mais cependant il ne crut pas devoir donner un démenti à

madame sa mère, et il répéta avec plus de résignation que de conviction :

— Pour sûr que je suis content.

— Dans ce cas, je n'ai plus qu'à vous présenter à votre nouvelle maîtresse pour savoir si vous lui plaisez... ce dont je ne doute pas, ajouta-t-il aussitôt en le regardant avec complaisance, comme s'il le trouvait le plus charmant du monde. Faites un brin de toilette, je viendrai vous prendre dans une heure.

— Bien, m'sieu, on sera prêt.

— Mais, fit la portière, qui eut comme un vague instinct de méfiance, mais où donc qu'elle demeure votre madame de Linsbourg ?

M. Aristide leva les bras au ciel en riant de son rire le plus jovial.

— Vous êtes de Lyon et vous ne connaissez pas une des personnes les plus en vue de la ville... et qui demeure à deux pas d'ici... Allons, vous voulez vous moquer un petit peu d'un pauvre vieux... Ça ne fait rien... je ne suis pas rancunier... je ne vous en veux pas pour ça... A tout à l'heure et fais toi joli garçon, — continua-t-il en s'adressant à Marius, — tu n'auras pas grand peine, petit coquin !

Ce disant, il avait déjà tiré derrière lui la porte de la loge, il était dans l'allée et il disparaissait en trotinant, — pendant que la portière interloquée de ce flux de paroles restait bouche bée en face de son fils qui n'en disait pas davantage.

Enfin, elle se remit.

— Pourvu qu'il revienne... il n'a laissé ni son adresse ni celle de la dame.

— Ah ! fit Marius, avec une mélancolique philosophie, ah ! il reviendra as-

sez !... Pas de danger qu'il mange la commission...

Il n'y avait plus là d'étrangers, la tendre mère pouvait donc se dégonfler à son aise. Elle n'y manqua pas.

— Ah ! bandit !... fainéant... propre à rien... tu voudrais bien ne pas le revoir, ce brave homme... tu aimerais mieux faire le voyou dans la rue et courir après des fantômes et tes traînées... Et tu crois que ça m'ira longtemps cette vie de vagabond.

Elle s'animait positivement.

— Non... Mais voyez le donc... à quoi il ressemble avec sa figure de papier maché et ses yeux pochés... si ça ne fait pas honte de se dire qu'on est la mère d'un individu comme ça...

Marius hasarda une observation.

— Ça n'est pas ce que tu disais tout à l'heure devant le petit vieux...

— Est-ce qu'il y a en un an un monde qui voudrait s'embarasser de toi, si on lui racontait la vie que tu mènes... Ah ! je pense bien que je n'ai pas dit comme ça... Mais manque seulement cette place, et tu verras... tu verras... tu verras...

Et sur cette menace terrible... mais vague, elle se mit à décrocher rageusement la veste de livrée verte à petits boutons et à la brosser avec frénésie, en répétant toujours :

— Tu verras... tu verras...

Pendant ce temps là, le jeune Marius se débarrassait en grémolant lui aussi dans son coin.

— Et puis après ?... Si c'est pas celle-là, ça sera une autre... Et puis j'en ai déjà plein le dos de la servitude... je suis pour la liberté, moi. Bien vivre, rien faire... Voilà mon opinion !... Et quand

je serai assez fort pour me faire respecter... joli garçon comme je suis... pas si marlotte que de chiner du matin au soir... J'aurai une petite femme gentille... et travailleuse... et je me la coulerai douce...

Et il barbotait dans sa cuvette ébréchée, en poursuivant une autre perspective de son château en Espagne.

— La comtesse de Linsbourg... une cocotte... il y aurait bien aussi le plan de lui taper dans l'œil... ce que ça deviendrait rigolo une place comme ça...

On le voit, il

créer un incident. Il était difficile d'aller dire à un agent : « Mettez donc en surveillance cet individu jeune, bien mis, qui a l'air d'un avocat, et qui n'est en réalité, qu'une gaine à couteaux de cuisine. » Les gardiens de la paix auraient sévèrement invité l'employé à circuler, et ils n'auraient pas seulement fait leur rapport à la préfecture — la chose n'ayant rien de politique.

CHAMBRE

SEANCE DU MATIN

Paris, 15 décembre.
La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. Floquet.

REFORME DE L'IMPOT DES BOISSONS

M. Jamais demande à la Chambre d'incorporer la réforme des boissons dans le budget de 1892.

L'orateur reprend les arguments qu'il avait fait valoir au moment de la discussion générale.

On se rappelle que la commission du budget avait préalablement accepté cette réforme, puisqu'elle l'avait ajournée sur la vive insistance du ministre des finances.

M. Cavaignac, rapporteur général, rappelle les raisons d'ordre financier pour justifier la décision de la commission.

M. Doumer sollicite, pour la première partie, son amendement avec celui de M. Jamais ; aussi croit-il que cette importante réforme pourrait être incorporée dès maintenant dans le budget en raison même de la faveur qu'elle a rencontrée devant le pays.

M. Rouvier, ministre des finances, expose à la Chambre qu'il est matériellement impossible de statuer sur l'amendement Jamais et Doumer. Le ministre s'engage d'ailleurs à introduire dans le budget de 1893 la réforme de l'impôt des boissons et à en faire la caractéristique de ce budget.

Par 333 voix contre 196, la motion de M. Jamais n'est pas adoptée.

Les amendements Jamais et Doumer sont retirés.

Le gouvernement s'engage à donner satisfaction à M. Salis, à propos des industriels qui préparent les vins de liqueurs. Ces intéressants négociants sont écrasés par la concurrence et par la fraude.

Malgré l'opposition de MM. Rouvier et Cavaignac, la Chambre adopte par 282 voix, contre 166, un amendement de M. le docteur Després, assimilant aux annonces de murailles permanentes, les annonces peintes sur les voitures dites de livraison. On impose la voiture d'un médecin, pourquoi n'imposerait-on pas les voitures-reclames de livraison ?

M. Guieysse avait déposé un amendement tendant à établir un impôt sur les primes d'assurances contre l'incendie ; le ministre des finances lui ayant fait observer que cette question méritait d'être étudiée à fond, M. Guieysse retire son amendement.

Les Boredeaux des Agents de change

M. Cornudet développe un amendement tendant à dégrever les ventes immobilières de peu d'importance.

La perte subie par le Trésor serait compensée par un impôt sur les borseaux des agents de change.

La perte serait de 9 millions ; on retrouverait facilement ces 9 millions, en remplaçant le droit de timbre qui frappe les borseaux par une taxe graduée.

Cette taxe graduée pèserait surtout sur la spéculation.

Un impôt analogue a été établi en Allemagne ; il produit 14 millions. On peut donc être certain qu'il produira au moins 9 millions.

Cet amendement est renvoyé à la commission du budget.

La Chambre repousse un amendement de M. Lechevallier, ainsi conçu :

Les lettres d'avis des compagnies de chemins de fer informant les destinataires de l'arrivée en gare de leurs marchandises sont taxées à 0,05.

Actuellement la poste exige que les lettres soient affranchies à 0,15 quoi qu'elles soient imprimées.

On repousse également un amendement de M. Robert Mitchell portant que ne seront pas soumis à la patente les ouvriers qui s'occupent sans acte de société, sans capital pour l'exploitation du travail.

Commission des Douanes

La commission des douanes a approuvé les rapports de MM. Viger, Villebois-Mareuil et Bigot, sur les modifications apportées jusqu'ici par le Sénat au tarif des douanes.

La proposition Labrousse

M. Labrousse a retiré son amendement à la loi de finances, tendant à supprimer par voie d'extinction les sièges des archevêques et évêques non concordataires. Il va faire de cette disposition l'objet d'une proposition de loi spéciale, qui sera discutée en dehors du budget.

L'impôt sur la Grande Vitesse

La Chambre passe à la discussion des articles de la loi de finances relatifs à l'impôt sur la grande vitesse.

Les articles 26 et 27 sont adoptés.

M. Jaluzot combat l'article 28 et demande que la discussion sur cet article soit renvoyée à la séance de cette après-midi. — Adopté.

La séance est levée à midi moins vingt.

SEANCE DU SOIR

Paris, 15 décembre.

Ainsi que nous le faisons prévoir hier, la Chambre a décidé ce matin de ne pas incorporer au budget la réforme du régime des boissons proposée par M. Jamais. On prévoit que, dans ces conditions, le budget pourrait être terminé aujourd'hui à la Chambre. Dans tous les cas, la discussion sur le dégrèvement de la grande vitesse, entamée dans la séance de ce matin, doit être terminée dans celle de ce soir.

M. Félix Faure, rapporteur, sera entendu. Nous avons déjà donné, il y a quelques temps, l'analyse de ce rapport qui accuse, pour ceux qui usent de ce mode de transport, une diminution de dépenses annuelles d'environ 50 millions.

On donne dans les couloirs comme à peu près certain que M. Labrousse reprendra son amendement tendant à la suppression des archevêchés et des évêchés non concordataires. Le gouvernement a décidé de s'opposer à cet amendement.

La séance est ouverte à 2 heures du soir, sous la présidence de M. Floquet.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du budget des recettes.

L'impôt sur la grande vitesse

M. le président rappelle que la Chambre s'est arrêtée à l'article 28, ainsi conçu :

« A partir du 1^{er} août 1892, les dispositions du dernier paragraphe de l'article 8 de la loi du 28 juin 1893, et l'article 2 de la loi du 14 juillet 1879 cesseront d'être applicables aux entreprises de chemins de fer et tramways autres que : 1^o les tramways à traction de chevaux ; 2^o les chemins de fer funiculaires et les tramways à traction mécanique sur réseau. »

M. Jaluzot demande la suppression de cet article, en s'appuyant sur la formule : « Pas d'impôts nouveaux, pas d'augmentation d'impôts. »

L'article 28 n'est pas en conformité avec les articles 30 et 27.

Le dégrèvement de la grande vitesse aurait pour effet, avec les dispositions de l'article 28, de mettre les petites lignes de tramways dans une situation d'infériorité vis-à-vis des grandes compagnies. Si le gouvernement veut changer un droit fixe représenté 4/0 en un impôt proportionnel de 12/0, il sera impossible, même à ceux qui tiennent à être constitutionnels, de le suivre dans cette voie. (Mouvements divers.)

Les impôts sur la circulation figurent parmi les pires. Ils ont leur répercussion sur la richesse publique.

M. Félix Faure, rapporteur, dit que la commission et le gouvernement ont pensé qu'il convenait de faire justement ce que demandait M. Jaluzot, c'est-à-dire, arriver à l'égalité devant l'impôt. La commission n'a été saisie que de deux réclamations émanant de la compagnie de Saint-Quentin à Guise et de la compagnie de l'Ouest lyonnais et de Fourvière qui exercent des perceptions abusives, lesquelles, en tout état de cause, ne pourraient être maintenues.

M. Aynard dit que si on met de nouveaux impôts, ou bien la garantie d'intérêts en souffrirait, ou bien les voyageurs payeront la différence.

M. le rapporteur demande s'il est possible de laisser certaines compagnies continuer à se faire les agents du fisc, à percevoir l'impôt et à le mettre dans leurs caisses. (Très bien ! Très bien !)

La Chambre ne doit pas regretter en tout cas une mesure destinée à amener un abaissement considérable sur le prix des transports en chemin de fer. La commission du budget demande à la Chambre de voter l'article 28. Toutefois, d'accord avec le gouvernement, elle accepte que le minimum, au lieu d'être fixé à 1 fr. comme l'indique la rédaction de l'article 28, soit fixé à 2 fr. (Très bien ! Très bien !)

M. Jaluzot maintient son amendement.

M. Cavaignac, rapporteur général, répond que les contribuables ne paieront pas un sou de plus du fait de l'adoption de l'article 28, et qu'ils ne sont pas intéressés en réalité dans la question.

M. Rouvier, ministre des finances, fait remarquer que la substitution du chiffre de 2 fr. au chiffre de 1 fr. introduite par la commission dans la rédaction de l'article 28 est une concession à la pensée dont s'est inspiré M. Jaluzot. (Très bien ! Très bien !)

A la majorité de 318 voix contre 172, sur 485 votants, l'article 28 est adopté.

L'article 29 est adopté.

Les Recouvrements par la poste

M. Henri Boucher, des Vosges, reprend, en l'absence de M. Lavertuon, l'amendement déposé par son collègue, et tendant à supprimer l'article 30 relatif aux recouvrements effectués par la poste.

Cet article est inefficace, car il peut être tourné.

M. le ministre des finances dit que le gouvernement maintient l'article.

M. le rapporteur général du budget rappelle qu'à cette heure un industriel peut envoyer dans une seule enveloppe à 25 centimes

tant d'effets qu'il veut. On cite un industriel qui a envoyé dans une seule enveloppe 2,500 effets, dont 35 seulement ont été payés. Il est évident que cet industriel ne faisait pas une opération saine, mais une réclame.

La commission, pour remédier à cet inconvénient, demande que pour chaque effet, on paye un droit de dix centimes (Très bien ! Très bien !)

M. Camille Dreyfus dit que l'industriel qui se sert de ce système pour faire de la réclame serait mal avisé. Quelques abus fort rares se sont produits et pour empêcher ces abus, on prend une mesure qui ferait le plus grand tort aux petits escompteurs de province.

M. Millierand soutient que le texte que la commission propose est inapplicable. Oui, il y a eu des abus, mais la solution qu'on propose crée plus de difficultés qu'elle ne donne de ressources.

Mieux vaudrait ajourner cet article.

M. Boucher estime qu'il vaudrait mieux limiter le nombre des effets enfermés dans chaque enveloppe ; mais, quelque parti qu'on prenne, on n'empêchera pas la fraude, car, pour tourner la loi, le fraudeur n'aura qu'à faire partir ses effets d'un bureau frontière. Dans ce cas, les effets impayés lui seront renvoyés en franchise et exempts de tout droit.

M. le rapporteur général dit que la législation internationale n'est pas celle que suppose M. Boucher. En effet, dans la législation internationale la lettre contenant des effets de commerce ne peut dépasser 45 grammes et par conséquent ne peut contenir un grand nombre d'effets.

M. le ministre des finances déclare être prêt à supprimer les deux derniers paragraphes de l'article 30 et à les remplacer par une disposition disant qu'un règlement d'administration publique déterminera le mode de perception de cette taxe (Très bien ! Très bien !)

M. Camille Dreyfus dit qu'il n'a pas une grande confiance dans les règlements d'administration publique. Pour ménager le petit commerce, il faudrait abaisser la taxe de 0,05 centimes. L'orateur dépose en ce sens un amendement qui n'est pas adopté.

Le premier paragraphe de l'article 30 est adopté.

Le deuxième, avec la nouvelle rédaction proposée par le gouvernement, est adopté.

L'ensemble de l'article 30 est adopté. Les articles 31 et 32 sont adoptés.

Les Alcools d'Algérie

M. Bourlier rappelle que l'article 33 établit une taxe de 30 francs par hectolitre sur l'alcool produit en Algérie. L'orateur ne proteste pas contre le quantum du droit, mais il soutient qu'il cause du nombre insuffisant des employés, cet impôt ne peut être perçu ; il craint que cet article n'aboutisse à obliger les bouilleurs de cru à payer immédiatement le droit sur l'alcool qu'ils produisent.

M. Burdeau, rapporteur, répond que l'administration veillera à ce que la fraude ne se commette pas. Quant aux bouilleurs de cru, ils continueront à jouir de la faveur de l'entrepreneur.

Les articles 33 à 37 sont adoptés.

Les raisins secs

M. Villeu développe une disposition additionnelle ainsi conçue :

« L'article 12 de la loi de finances du 17 juillet 1889 n'est pas applicable aux raisins secs entrant directement dans la consommation pour servir à la confection de piquettes ou de boissons de ménage. »

A partir du jour où les nouveaux droits seront appliqués, les raisins secs paieront 15 fr. au tarif minimum et 25 fr. au tarif maximum ; si on y ajoute les droits d'octroi on arrive à une taxe de 0 fr. 50 par kilo, c'est-à-dire à une taxe qui aboutira à la suppression de la consommation des raisins secs.

M. Catusse, directeur général des contributions indirectes, commissaire du gouvernement, combat l'amendement. Il n'y a pas de motifs pour accorder au raisin sec une dispense d'impôt dont ne jouirait pas le raisin frais. Il s'agit d'ailleurs d'une recette de plus d'un million.

L'amendement Villeu, mis aux voix, est repoussé par 299 voix contre 23 sur 331 votants.

Les Huiles

M. Lebon, sur l'article 38, retire son amendement tendant à supprimer dans l'état le droit d'entrée des huiles autres que les huiles minérales, se réservant de le reprendre sous forme de proposition.

L'article 38 est adopté.

Les Sucres

M. Macherez, sur l'article 39, développe un amendement tendant au lieu de 450 millions portés aux évaluations proposées pour 1892, à inscrire 175,570,000 fr. Cet amendement a pour but d'assurer aux lois sucrières, remaniées et modifiées si profondément, la fixité qu'on avait promis de leur donner. Il n'y a aucune raison pour majorer les prévisions budgétaires. (Très bien ! Très bien !)

M. le ministre des finances dit que le succès de l'amendement compromettrait la cause que M. Macherez veut défendre, et que le gouvernement n'entend pas modifier la dernière loi votée sur les sucres, à moins

de la Croix-Rousse les 60,000 métiers qui battaient, aux heures de prospérité ? On ne se rend pas assez compte que la situation actuelle ne peut, en aucun cas, être comparée à l'ancienne. Notre industrie locale, par la création du teint en pièces, s'est transformée du tout au tout. De nouveaux articles ont été créés, articles de grande consommation et de prix modique, lesquels demandent, par cela même, une production rapide et économique.

C'est là, la condition expresse de l'extension ou simplement du maintien des chiffres d'affaires de notre place. Et ce résultat ne peut être obtenu par le tissage urbain, dont l'outillage ne peut être employé pour ces articles spéciaux.

Ce qu'il importe d'empêcher, c'est, non pas l'introduction en France des soieries étrangères, mais bien la vente de ces tissus, sous le couvert de notre industrie locale. Ce qu'il importe d'empêcher surtout, c'est que nos tissus, nos teinturiers, nos apprêteurs, nos imprimeurs, sollicités par les industries rivales, quittent notre Lyon où ils ont tout appris et portent au loin les secrets de notre fabrication et de nos travaux.

C'est grâce à leur admirable organisation, à la puissance et au fini de leur outillage, que nos grandes usines de manutention nous ont permis de conserver, à Lyon, une suprématie réelle sur les fabriques concurrentes. Du jour où, par la faute des notables, nous leur aurons fourni les armes destinées à nous combattre, le moment sera proche où nous devrons abdiquer.

L'Amérique, entre autres, fait des efforts loués pour arriver à suffire aux besoins de

tant, servira de transition et nous amènera doucement à la moire française classique.

Nous avons eu, sous les yeux, de nombreux spécimens d'un article ruban gaufré. C'est particulièrement ingénieux et destiné à faciliter l'écoulement des satins dans bien des débouchés d'exportation.

Le satin, une fois découpé, est replié sur lui-même, et cette partie doublée est gaufrée en gros de tour, ou toute autre imitation de lisière tissée.

L'aspect est bon et la bordure, ainsi repliée et collée, présente des garanties de solidité qui en font un article parfaitement acceptable pour la basse consommation.

Malgré les efforts de son auteur, le Sénat a repoussé l'amendement Béranger. Il s'agit de frapper d'un droit de 9 francs le kilo, au tarif général, et de 7 francs au tarif minimum, les tissus soies et bourre de soies, foulards, crêpes, velours, tulle et passementerie.

La discussion a été particulièrement intéressante, sans toutefois apporter grande lumière en cette question, une des plus difficiles à résoudre.

Chacun a été d'accord pour reconnaître que la situation de l'ouvrier lyonnais est de jour en jour plus précaire, et que les salaires sont devenus, par suite du chômage, notablement insuffisants. Quant à trouver le remède à une situation, évidemment déplorable, c'est une tout autre question.

Croît-on qu'en frappant d'un droit plus ou moins élevé les quelques soieries étrangères que nous consommons, nous ramènerons à la Croix-Rousse les 60,000 métiers qui battaient, aux heures de prospérité ? On ne se rend pas assez compte que la situation actuelle ne peut, en aucun cas, être comparée à l'ancienne. Notre industrie locale, par la création du teint en pièces, s'est transformée du tout au tout. De nouveaux articles ont été créés, articles de grande consommation et de prix modique, lesquels demandent, par cela même, une production rapide et économique.

C'est là, la condition expresse de l'extension ou simplement du maintien des chiffres d'affaires de notre place. Et ce résultat ne peut être obtenu par le tissage urbain, dont l'outillage ne peut être employé pour ces articles spéciaux.

Ce qu'il importe d'empêcher, c'est, non pas l'introduction en France des soieries étrangères, mais bien la vente de ces tissus, sous le couvert de notre industrie locale. Ce qu'il importe d'empêcher surtout, c'est que nos tissus, nos teinturiers, nos apprêteurs, nos imprimeurs, sollicités par les industries rivales, quittent notre Lyon où ils ont tout appris et portent au loin les secrets de notre fabrication et de nos travaux.

C'est grâce à leur admirable organisation, à la puissance et au fini de leur outillage, que nos grandes usines de manutention nous ont permis de conserver, à Lyon, une suprématie réelle sur les fabriques concurrentes. Du jour où, par la faute des notables, nous leur aurons fourni les armes destinées à nous combattre, le moment sera proche où nous devrons abdiquer.

L'Amérique, entre autres, fait des efforts loués pour arriver à suffire aux besoins de

sa consommation. Les progrès réalisés depuis deux ans sont énormes et cette marche en avant se continue sans cesse et il faut le dire, avec un certain succès.

Dernièrement encore, un contre-maître d'une grande usine de notre ville quittait Lyon, accompagné d'une équipe d'ouvriers teinturiers. Ils se rendaient à New-York, où de brillantes propositions leur avaient été faites. Le mal est là, et pas ailleurs. Et, d'autre part, ces ouvriers, plus ou moins malheureux, ont dû saisir avec empressement une offre qui leur assurait un avenir exempt des soucis de leur existence tourmentée et besogneuse.

C'est ainsi que, peu à peu, lentement, mais sûrement, nos concurrents s'installent à tous les secrets de notre industrie. Chaque jour, la lutte devient plus opiniâtre, l'existence plus difficile et nos fabricants se demandent avec inquiétude ce que sera le lendemain.

Ce lendemain peut encore être florissant et prospère. Mais comme il faut pour cela des efforts communs, ne perdons pas notre temps en discussions puériles. Sachons envisager l'intérêt général et mettre de côté l'égoïsme dont, trop souvent, nous écoutons les conseils.

Cela obtenu, nos facultés créatrices sont assez vivaces, nos moyens d'action assez énergiques pour que nous conservions à notre vieux Lyon son antique renommée et sa place au premier rang pour tout ce qui touche à l'industrie de la soie.

Jean TABARNAU.

Les Curés commerçants

M. Lagnel appelle l'attention du gouvernement sur un fait qui se produit dans le sud de la France. Un certain nombre de curés (Bédarides à droite) font commerce de produits alimentaires : ils font concurrence à de petits commerçants. Les curés étant des fonctionnaires salariés, ont-ils le droit de faire commerce ? S'ils ont ce droit, pourquoi ne leur applique-t-on pas la patente ?

M. Boutin, commissaire du gouvernement, déclare n'avoir aucune connaissance de ces faits.

La législation des patentes est applicable à tout le monde ; s'il y a des faits précis qu'on les cite, et la patente sera appliquée. (Très bien ! Très bien !)

M. Lagnel répond que c'est aux agents du gouvernement qu'il appartient de signaler les curés qui font le commerce.

Les Pensions militaires

M. Guieysse, sur l'article 53, demande que les allocations supplémentaires accordées à d'anciens militaires soient accordées à tous sans distinction d'âge.

M. le président fait remarquer à M. Guieysse qu'il a reçu satisfaction.

L'article 55 est adopté.

M. Thellier de Poncheville, sur l'article 56, demande qu'une somme de cinq millions soit consignée de façon à ce que la part de ceux qui meurent soit accordée à ceux qui survivent.

M. le ministre des finances ne s'oppose pas à la modification proposée.

M. le colonel de Plazanet appuie la proposition Thellier de Poncheville.

Cette proposition est adoptée.

L'article 56, ainsi modifié est adopté. Les articles 57 à 67 sont adoptés.

M. le président rappelle que les articles 68 à 73, ont été précédemment adoptés.

M. Boudeville demande le renvoi de la discussion à demain.

La Chambre décide que la discussion continue.

Les chapitres et les amendements se succèdent sans incident.

Les Evêchés non Concordataires

M. Lagrange reprend l'amendement Labrousse tendant à limiter le nombre des évêchés au chiffre strictement stipulé dans le Concordat.

L'orateur estime que cette suppression peut être effectuée par voie budgétaire. Le gouvernement a dit qu'il appliquerait le Concordat, qu'il tienne parole. (Approbation à gauche.)

M. Fallières, ministre de la justice et des cultes, rappelle que la Chambre a déjà repoussé cet amendement. Tous les évêchés de France sont concordataires. L'amendement Labrousse trouverait mieux sa place dans une discussion sur la dénonciation du Concordat.

M. Dupuis-Dutemps conteste que tous les évêchés de France soient concordataires.

M. Labrousse propose que les archevêques et les évêques non énumérés dans la loi du 18 Germinal an X, soient supprimés au fur et à mesure des vacances. C'est une proposition modérée ; la Chambre l'adopte.

La proposition de M. Labrousse, reprise par M. Lagrange, mise aux voix est repoussée à la majorité de 278 voix contre 223 sur 501 votants.

VOTE DU BUDGET

L'ensemble du budget est mis aux voix.

A la majorité de 394 voix contre 44 sur 435 votants, l'ensemble du budget est adopté.

La Chambre s'ajourne à jeudi et fixe ainsi son ordre du jour.

1^{re} Loi sur l'armée coloniale. — 2^e Loi sur le travail des femmes. — 3^e Loi sur les cadres de la marine.

Jeudi, à 2 heures, réunion dans les bureaux. A 3 heures, séance publique.

La séance est levée à 8 heures 40.

SÉNAT

Paris, 15 décembre.

La séance est ouverte à 2 heures, sous la présidence de M. Le Royer.

Le Sénat adopte, à l'unanimité, un crédit de 200,000 francs pour les victimes de Saint-Etienne.

Le Tarif général des Douanes

L'ordre du jour appelle la discussion du tarif général des douanes.

Le Papier et les Livres

Les derniers numéros sur le papier sont adoptés.

Sur le numéro 466 (Livres en langue française), qui sont exempts, M. Volland demande qu'on applique à ces livres le régime du papier blanc.

SEMAINE INDUSTRIELLE & Commerciale

SOIES ET SOIERIES

Après une période d'affaires des plus actives sur notre marché des soies, nous venons d'assister à une semaine de calme. Ceci n'est point fait pour nous surprendre. Au premier mouvement de hausse, craignant un emballement spéculatif, la fabrique, toujours prévoyante, s'est munie du nécessaire et reste dans l'expectative. Avant d'aborder les prix élevés que les producteurs réclament, nos fabricants estiment, avec raison, qu'ils doivent vivre sur les approvisionnements, en général peu importants, qu'ils ont pu constituer. Le calcul est juste et ne change rien au résultat final. La baisse est enrayée. La fabrique, qui a des ordres en main, aura besoin de matières et pourra se les procurer à des prix parfaitement raisonnables.

Les affaires en étoffes ont une allure très satisfaisante, et nous pouvons espérer une saison de printemps bien meilleure que celle de 1891.

Les genres nouveautés surtout sont l'objet de demandes suivies. Les moires antiques et françaises, à dispositions, le pékin gaze et moire, les damas, tous les façonnés sont réclamés par la mode. Paris, très mou encore, il y a peu de temps, montre d'excellentes dispositions et semble abandonner un peu les tissus laine qui ont fait tant de tort

à notre place. Les unis, par contre, sont toujours bien délaissés, moins toutefois les petites failles et autres tissus armures fines, grandement demandés par le nouveau jupon parisien.

Toujours beaucoup d'incertitude, quant aux mousselines. Il s'est bien donné quelques ordres, en grande largeur, mais les prix ont, depuis un mois, diminué dans de notables proportions, et le stock recommence à devenir redoutable. On escompte, il est vrai, une reprise attendue du côté de l'Amérique. Cette reprise viendra-t-elle ? Chacun l'espère et l'attend, mais nul ne sait sur quel baser cette espérance, car, depuis longtemps déjà, le marché américain ne vient plus à la remorque de celui de Londres. J'aurais plus de confiance en les crêpes de Chine, voire même en les crêpes français. Dans ces deux articles la marchandise est restée mieux classée et, par suite, la mode ne s'en est pas encore dégoûtée.

M. Bardoux défend l'exemption. L'élèvement d'un droit aurait des conséquences redoutables pour nos relations avec les pays voisins.

M. Tolain déclare qu'il faut respecter la convention de Bern.

L'exemption est adoptée.

Plusieurs autres amendements de M. Volland sont successivement adoptés.

Les numéros 467 à 494 sont adoptés.

Le Sénat vote à l'unanimité un crédit de 200,000 fr. pour venir en aide aux familles des marins français, puis revient sur plusieurs numéros qui avaient été réservés et qui sont adoptés.

Le Phosphate de chaux

M. Jules Roche demande l'exemption pour le phosphate de chaux, ainsi que l'a voté la Chambre, parce que cette matière est indispensable comme engrais agricole.

M. Sébille défend les droits proposés par la commission. Ces droits sont très faibles et ne pourront faire tort à l'agriculture.

M. Jules Roche insiste pour l'exemption, qui est reconnue indispensable par le conseil supérieur et le directeur général de l'agriculture.

Les droits proposés par la commission sont repoussés.

L'exemption est accordée.

On adopte le numéro 441 bis (Mousselines imprimées) avec des droits de 25 fr. au tarif général et de 155 fr. au tarif minimum.

Le numéro 548 (Plumes en métal) est adopté avec les chiffres de la Chambre, soit 160 et 120 fr.

Le Sénat vote ensuite des droits sur la coutellerie, mais avec diverses modifications acceptées d'ailleurs par la commission.

On vote sans modification les numéros 560 (Ancres, chaînes câbles), 584 (Dynamite), 602 (Boisellerie), 604 (Orgues), 629 (Corail taillé), 644 (Brosserie), 645 (Boutons), 648 (Allumettes).

Séance demain, à 2 heures.

A l'Académie de Médecine

Paris, 15 décembre.

L'académie de médecine a tenu aujourd'hui sa séance publique annuelle. Nous relevons dans la liste des récompenses les mentions suivantes :

Prix Barbier de 500 francs : à MM. Gallier et Viollet, professeurs à l'Ecole de médecine vétérinaire de Lyon.

Médaille d'argent pour le service des eaux minérales : MM. les docteurs Chauvet, à Royat, et Frémont, à Vichy; Delastre, à Brides.

Rappel de médailles d'argent : MM. les docteurs Chiais, à Evian; Percepied, au Mont-Dore.

Médailles de bronze : M. Bretet, pharmacien, à Vichy; MM. les docteurs Cornillon, à Vichy; Forestier, à Aix; Laussedat, à Royat.

Médaille d'or pour service des épidémies : MM. les docteurs Marvaud et Tessier, à Lyon.

Médaille d'argent : M. le docteur Fleury, à Saint-Etienne.

Médailles de bronze : MM. les docteurs Thonion, à Annecy; Tueffert, à Montbéliard.

Médailles de vermeil pour le service d'hygiène en France : M. le docteur Bourneil, à Amplepuis, et M. Carl, juge de paix, à Noynon.

UNE ALLOCUTION DU PAPE

Rome, 15 décembre.

Dans l'allocution qu'il a prononcée dans le Consistoire, hier, le pape a dit :

« Nos ennemis nous circonviennent et nous pressent obstinément de tous côtés. Les uns vont droit au but sans retenue, les autres ourdisent leurs trames en usant de moyens en apparence moins hostiles. Les premiers dénoncent la papauté comme un ennemi à combattre sans merci; ils cherchent des prétextes pour se livrer à de nouveaux outrages et la provoquent à une bataille ouverte. »

« Le souvenir des faits qui s'accomplissent en octobre, presque sous nos yeux, est encore présent à toutes les mémoires. »

Agacés par les éloquentes démonstrations des caravanes si nombreuses des pèlerins, résolus à les troubler coûte que coûte, ennemis déclarés de l'Eglise, ils exhalèrent sans pudeur ni mesure les sentiments qui couvaient en eux et se livrèrent à de graves sévices en paroles et en faits, sans que la cause en fut proportionnée contre de pacifiques étrangers guidés par la pitié filiale et non par des visées politiques. »

Ils s'acharnèrent, sous les yeux de Rome, contre le pontife, en employant les injures les plus méprisables. »

Maintenant ils vont plus loin, et poussent les masses, d'un bout à l'autre de l'Italie, à rendre plus difficile notre situation, afin qu'on ne nous laisse d'autre droit que ce que les lois accordent à tous les citoyens. Ils déclarent vouloir frapper à mort la papauté et sont résolus à employer même la force, s'ils le peuvent. »

En terminant, le pape a réclamé le rétablissement du pouvoir temporel.

TIRAGES FINANCIERS

Paris, 15 décembre.

Aujourd'hui, ont eu lieu les tirages suivants :

Ville de Paris 1885

Le numéro 262.433 gagne 150,000 fr.

Le numéro 204.624 gagne 50,000 fr.

Les numéros suivants gagnent chacun 5,000 fr. :

458.945 32.956 7.056 567.983 207.543 195.209.

Les numéros suivants gagnent chacun 2,000 fr. :

183.990 22.857 357.074 70.243 369.718 307.510.

Obligations de Suez

Le numéro 435.723 gagne 150,000 francs.

Les numéros 592.562 et 35.699, gagnent chacun 25,000 francs.

Les numéros 235.872 et 284.418, gagnent chacun 5,000 francs.

Les vingt numéros suivants gagnent chacun 2,000 francs :

94.244 205.428 45.695 61.809 205.497 157.353 205.754 174.938 274.728 16.240 29.960 44.639 2.239 303.895 126.463 302.837 354.937 233.069 95.078 201.728

Obligations du Panama

Le numéro 174.655 gagne 500,000 fr.

Les numéros 1.335.584 et 972.373 gagnent chacun 10,000 fr.

Les numéros 541.312 et 1.331.497 gagnent chacun 5,000 fr.

Les numéros suivants gagnent chacun 2,000 fr. :

1.485.815 1.391.230 1.194.675 622.723 1.557.003.

Les 50 numéros suivants gagnent chacun 1,000 francs :

993.448	658.285	1.452.433	555.452
964.908	1.869.235	986.392	635.964
1.940.194	1.399.474	705.031	1.352.034
303.765	249.853	3.016	1.392.600
869.130	314.909	648.326	60.292
1.620.548	549.052	676.410	1.375.205
760.503	598.403	429.957	855.695
1.933.217	899.624	1.073.809	300.301
1.987	974.094	1.048.241	1.933.807
1.773.001	1.835.882	1.742.326	577.224
131.450	662.840	1.386.710	193.904
526.507	672.802	1.874.274	1.102.824
50.894	1.539.006		

L'EXPLOSION DE SAINT-ETIENNE

Saint-Etienne, 15 décembre.

On vient de retrouver dans le puits de la Manufacture les deux victimes de l'explosion du 6 décembre, qui s'y trouvaient encore.

Ce sont les nommés Michel, demeurant à Monthieux, père de cinq enfants, et Sabatier, demeurant rue des Chaudières, père de quatre enfants.

On devait les retirer du puits hier soir, mais un éboulement a retardé cette funèbre opération, qui ne s'est faite que ce soir. Les obsèques auront lieu demain.

Il reste encore dans le puits de la Pompe et du Treuil trois mineurs qui ne sont pas encore retrouvés : Burine, Duperré et Girardet.

Les directeurs opposent un refus formel à ces réclamations. La situation est très tendue. On craint une nouvelle grève.

LES VERRIERS DE RIVE-DE-GIER

Une nouvelle agitation se manifeste aux verreries Richarme et Revol.

Le bureau du syndicat demande que les porteurs ne passent gamins, les gamins grands garçons, et ces derniers soufflèrent qu'après un stage de plus d'un an. Il exige, en outre, que les gamins et les grands garçons appartiennent au syndicat.

Les directeurs opposent un refus formel à ces réclamations. La situation est très tendue. On craint une nouvelle grève.

TENTATIVE D'ASSASSINAT

Grenoble, 15 décembre.

Dans le village d'Ambagnieu-Portien, un domestique nommé Berthet, poussé par la jalousie, s'est vengé cruellement d'un de ses camarades, nommé Honoré Durand. Il s'est caché dans le bois et, au moment du passage de Durand, il s'est jeté sur lui et lui a enfoncé à plusieurs reprises une serpette dans le visage et dans la tête.

L'état de la victime est grave.

DÉPARTEMENTS

RHONE

Villefranche. — Arrestation. — La police de Villefranche a arrêté, hier soir, à 5 heures, le nommé Jean F., cultivateur, âgé de 74 ans, domicilié à Saint-Georges-de-Reneins, pour outrage public à la pudeur, à Villefranche.

Dans la même journée, M. le commissaire de police a opéré une razzia de vagabonds, qui s'étaient introduits dans les fermes de la banlieue et qui se trouvaient sans moyens d'existence.

Gleizé. — Tentative de vol. — Avant-hier, de 10 heures du matin à 3 heures du soir, un ou des malfaiteurs ont escaladé et fracturé une croisée au 1^{er} étage d'une maison d'habitation appartenant à M. François Devidal, lieu de Chavignas, commune de Gleizé, mais, surpris probablement par l'arrivée du propriétaire, ils se sont enfuis sans avoir le temps de rien emporter, sinon deux clefs des appartements qu'ils étaient en train d'explorer.

Plainte a été portée à la police.

L'Arbresle. — Union chorale. — Dimanche 20 décembre, aura lieu la fête annuelle de l'Union chorale des travailleurs, offerte à ses membres honoraires.

En voici le programme :

A midi, remise de la bannière à la société par M. le maire. — A midi 1/2 concert public, place de la mairie. — A 4 heures, tour de ville. — A 2 heures, banquet (hôtel du Cheval-Blanc) prix fixé 3 fr. 50. — A 8 heures, retraite aux flambeaux. — A 8 h. 1/2, grand bal, salle du café du Commerce.

Messieurs les membres honoraires qui voudraient participer au banquet sont priés de se faire inscrire chez M. Rivet, trésorier de la société.

LOIRE

Saint-Etienne. — Décapité par un train. — Hier matin, à 4 h. 45, le train du Puy a franché net, entre le pont Saint-Michel et le passage à niveau de la Parrelle, la tête d'un jeune homme qui était étendu au travers de la voie et avait posé son cou sur un rail. Les employés du P.-L.-M. ont fouillé les poches du mort et ont trouvé des papiers établissant son identité.

C'est un nommé Ploton, âgé de 30 ans environ, demeurant rue de Bernas, 43. Dans une lettre trouvée sur lui, il annonçait à ses parents qu'il venait en finir avec la vie.

Cette lettre détruit toutes les suppositions qu'on n'a pas manqué de faire en présence des circonstances singulières dans lesquelles Ploton a trouvé la mort. Etait-il possible, disait-on dans le quartier, que la locomotive ait opéré une décapitation aussi complète ? Comment se fait-il que les chasse-pierres n'aient pas déplacé le corps de sa position ? N'est-il pas plus admissible que Ploton ait été assésiné et que son cadavre ait été transporté là par le meurtrier ?

La gendarmerie a fait transporter le cadavre à la gare du Clapier, et de là à l'hôpital. L'émotion est vive dans les quartiers de la Parrelle et St-Michel.

Mise en liberté. — L'Echo de Lyon a annoncé hier l'arrestation d'un jeune homme, nommé Michalon, armurier, rue de la Sablière, pour agression nocturne sur un sieur Borel. Or, loia d'attaquer Borel, son voisin et son ami, qui se trouvait aux prises avec deux rôdeurs de nuit, Michalon est venu à son secours. La police intervenant, a arrêté Michalon, pendant que les deux agresseurs prenaient la fuite.

M. le commissaire, après avoir examiné cette affaire a remis Michalon en liberté.

Une bande d'escrocs. — La police a arrêté, le 11 novembre, un sieur Jean-Baptiste Gay, menuisier, rue Traversière, 4, contre qui de nombreuses plaintes avaient été portées. Cet individu a été condamné samedi dernier à quatorze jours de prison, d'abord, pour escroqueries commises au préjudice de M. Javelle, aubergiste, rue de la Ville et de M. David, iroquoiste.

L'enquête de la police a montré de quelle industrie vivait J.-B. Gay.

Il se disait fabricant de jalouses et se présentait chez les restaurateurs avec plusieurs individus qu'il déclarait être ses ouvriers.

Il demandait à manger à crédit pour ses ouvriers et lui pendant quelques jours, ce que l'on accordait.

Il s'était fait livrer d'autre part par divers fournisseurs, notamment les marchands de vernis, divers produits chimiques qu'il vendait ensuite à vil prix.

Ainsi, M. Jean Petit, menuisier, rue Robert, lui a remis 1,200 lames de jalouses, 1,200 mètres de chaînes, 500 mètres de cordes, que notre escroc est allé engager chez un brocanteur, le sieur Farina, rue des Grises, maison Dupond.

Aujourd'hui, une nouvelle plainte a été déposée à la police, par M. Hubbard, restaurateur, rue Saint-Jacques, 16, qui a hébergé pendant quelques jours, le pseudo fabricant de jalouses et ses ouvriers.

La dépense faite s'élève à 58 fr. 80. Les complices de Gay sont recherchés activement.

Rive-de-Gier. — Hior, à 4 heures du soir, a eu lieu dans une des salles de la mairie, le tirage de 26 obligations remboursables le 31 décembre 1891 pour l'amortissement de l'emprunt municipal de 330,000 francs.

Voici les numéros sortis :

60	674	773	688	442	298	743
127	79	301	442	1.043	490	1.383
449	1.069	339	148	587	140	639
114	439	3	235	659		

Un autre tirage a eu lieu, de huit obligations remboursables le 31 décembre 1891, pour l'amortissement de l'emprunt municipal de 103,000 francs.

Voici les numéros sortis :

211	122	342	242	132	391	435	100
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Bellegarde. — Les voleurs. — Des malfaiteurs ont tenté, avant-hier soir, vers onze heures, de s'introduire dans la clôture de l'hôtel Payolle.

Ils ont été dérangés et mis en fuite par des voisins.

Monchal. — Incendie. — Vers 3 heures, du soir, dimanche, un incendie s'est déclaré dans la ferme du sieur Peronnet, propriétaire à Monchal.

Le feu qui avait pris naissance dans un hangar, s'est rapidement communiqué aux bâtiments qui ont été complètement détruits.

Le bétail a pu être sauvé.

Les pertes sont évaluées à 12,000 francs environ.

M. Peronnet n'était pas assuré.

AIN

Crans. — Vol audacieux. — Un vol a été commis avec une certaine audace dans la soirée de samedi dernier au préjudice de M. Cropp, fermier à Chanteloup, commune de Crans, canton de Chalonnay.

C'est pendant une courte absence de son domicile que M. Cropp a été volé.

Les voleurs, qui connaissaient certainement bien les lieux, ont pénétré dans la maison pour dérober une somme de 150 fr. qui se trouvait dans un garde-robe.

Plainte a été portée à la gendarmerie de Chalonnay.

Une enquête est ouverte.

SAVOIE

Chambéry. — Eboulement. — A la suite des pluies torrentielles de ces jours derniers, un éboulement s'est produit cette nuit dans la montagne d'Arbin, près de Montmélian. La moitié d'un village est atteinte par l'éboulement. La route nationale de Paris en Italie est coupée.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les lieux.

Le préfet de la Savoie se rend sur les

